

## RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BOIS DE LA PIERRE DU 11/04/2025

Le 11 avril 2025, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de Bois de la Pierre s'est réuni en mairie, sur la convocation de Monsieur le Maire, affichée 02 avril 2025 et transmise par voie électronique le 02 avril 2025, et sous la présidence de ce dernier.

**Présents :** WAWRZYNIAK Stéphane, DI MARE Jocelyne, BRISSEAU Jérôme, BOINEAU Laëtitia, GARCIA VILLAR Amandine, GROOT Hester, MARLATS Laurence, RAMBLA DINNAT Estelle, WOUTERS Éric.

**Absents :** BERGES Deolinda.

**Absents mais ayant donné pouvoir :**

**Secrétaire de séance :** DI MARE Jocelyne.

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour suivant :

### Ordre du jour :

- 1 – Délibération : Adoption des taux de fiscalité directe locale,
- 2 – Délibération : Budget Primitif 2025,
- 3 – Délibération : Abrogation carte communale,
- 4 – Délibération : Approbation PLU,
- 5 – Délibération : Transfert de la compétence assainissement à Réseau 31,
- 6 – Délibération : Création d'une aire de jeux enfants,
- 7 - Délibération : Travaux à réaliser sur les espaces communaux,
- 8 – Délibération : Demande de subvention de l'école maternelle de Lafitte-Vigordane dans le cadre du voyage scolaire de fin d'année,
- 9- Délibération : Demande de participation ou de subvention au projet Pyrhandu 2025,
- 10- Délibération : Fêtes locales : devis pour un agent de sécurité et un maître-chien,
- 11- Délibération : Atelier abeilles : convention pour information au piégeage de frelons asiatiques,
- 12– Questions diverses.

et demande au Conseil Municipal s'ils sont d'accord pour rajouter deux points. Le 1<sup>er</sup> est de rajouter avec le vote du Budget Primitif de la commune, le budget annexe d'investissement qui doit être voté en même temps que le budget principal. En effet, en vertu du principe d'unité budgétaire, l'ensemble des budgets, principal et annexes, doit être adopté au cours d'une seule et même séance de l'assemblée délibérante et transmis simultanément au représentant de l'État. Le 2<sup>ème</sup> point est d'ajouter avant les questions diverses les frais de scolarité des enfants de la commune scolarisés à Carbonne pour l'année 2023/2024 et 2024/2025 ainsi qu'un devis de mise à jour du site internet à insérer dans les travaux à réaliser dans les espaces communaux. Le Conseil Municipal valide l'examen des points supplémentaires.

### **1- ADOPTION DES TAUX DE FISCALITÉ DIRECTE LOCALE.**

Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts (CGI) selon lesquelles le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (TH).

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de :

- maintenir en 2025 comme suit les taux au niveau de ceux de 2024 puisque l'augmentation des taux proposée n'a pas été validée (Pour : 3, Abstention : 2, Contre : 4).

| TAXES   | Taux 2024 (rappel) | Taux 2025 |
|---|--------------------|-----------|
| Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFB)   | 29,63              | 29,63     |
| Taxe Foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)  | 46,50              | 46,50     |
| Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale (TH) | 14,30              | 14,30     |

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, décide de voter pour 2025 les taux suivants :

- Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 29,63
- Taxe Foncière sur les propriétés non bâties : 46,50
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale : 14,30.

Pour : 4 Abstention : 2 Contre : 3

## 2- BUDGETS PRIMITIFS 2025.

### 1. BUDGET PRIMITIF 2025 DE LA COMMUNE :

Monsieur le Maire, présente le Budget Primitif 2025 de la Commune au Conseil Municipal. Il informe l'assemblée que le budget est étudié et commenté section par section et chapitre par chapitre. Il détaille les prévisions budgétaires en fonctionnement et en investissement.

- BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2025

DÉPENSES : 1 013 258,83 €

RECETTES : 1 013 258,83€

- BUDGET D'INVESTISSEMENT 2025

DÉPENSES : 1 174 734,69 €

RECETTES : 1 174 734,69 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**VOTE** *le Budget Primitif de la commune tel qu'il a été élaboré.*

### 2. BUDGET PRIMITIF ANNEXE D'ASSAINISSEMENT 2025 :

Monsieur le Maire, présente le Budget annexe d'assainissement 2025 au Conseil Municipal. Il informe l'assemblée que le budget annexe est étudié et commenté section par section et chapitre par chapitre. Il détaille les prévisions budgétaires en fonctionnement et en investissement.

- BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2025

DÉPENSES : 3 000,00 €

RECETTES : 3 000,00 €

- BUDGET D'INVESTISSEMENT 2025

DÉPENSES : 2 605 472,00 €

RECETTES : 2 605 472,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**VOTE** le Budget annexe d'investissement tel qu'il a été élaboré.

### **3- ABROGATION CARTE COMMUNALE.**

Monsieur le maire expose au Conseil Municipal que :

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 approuvant la révision de la carte communale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 approuvant la révision de la carte communale ;

Vu l'arrêté du maire en date du 23 août 2024 soumettant à une enquête publique unique, l'abrogation de la carte communale, l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) et l'élaboration du zonage d'assainissement, du 30 septembre 2024 au 29 octobre 2024 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 13 décembre 2024 donnant un avis favorable à l'abrogation de la carte communale.

Monsieur le Maire rappelle que le code de l'urbanisme ne prévoit pas que le PLU approuvé se substitue à la carte communale.

Les autorisations d'urbanisme ne pouvant être délivrées que sur la base d'un seul document d'urbanisme, il convient d'abroger la carte communale lors de la phase d'approbation du PLU. Ainsi, les mesures de publicité dans la presse de l'abrogation de la carte communale et de l'approbation du PLU se feront le même jour, après affichage en mairie de la délibération du conseil municipal et de l'arrêté préfectoral abrogeant la carte communale.

Les articles L. 163-1 et suivants et R.163-1 et suivants du code de l'urbanisme ne décrivent pas la procédure d'abrogation de la carte communale. Il convient donc d'appliquer le parallélisme des formes, à savoir une procédure similaire à celle de l'élaboration.

Le commissaire-enquêteur ayant donné un avis favorable à l'abrogation de la carte communale, cette abrogation peut donc être décidée par le conseil municipal puis par le préfet.

**Considérant qu'il est nécessaire d'abroger la carte communale, le PLU approuvé ne se substituant pas à la carte communale ;**

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- **D'abroger la carte communale approuvée par délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 et l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 ;**
- **De transmettre la demande d'abrogation de la carte communale à Monsieur le Sous-préfet de Haute-Garonne, arrondissement de Muret ;**

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

### **4- APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU).**

Monsieur le maire informe le Conseil Municipal que :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-21 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 mars 2023 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) ;

Vu le débat en conseil municipal en date du 10 mars 2023 sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 février 2024 ayant arrêté le projet de PLU et tiré le bilan de la concertation ;

Vu la consultation pour avis, pendant trois mois, des Personnes Publiques Associées et autres personnes publiques consultées (PPA-PPC), sur le projet de PLU arrêté, envoyée le 11 mars 2024,

Vu la consultation pour avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale envoyée le 18 juin 2024,

ayant abouti à :

- Un avis favorable avec remarques simples ou sans remarque particulière pour :
  - ✓ Le Conseil Départemental ;
  - ✓ Le Syndicat Intercommunal des Eaux des Coteaux du Touch ;
  - ✓ Le Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
  - ✓ La commune de Bérat,
- Un avis réservé de la Chambre d'agriculture en date du 3 juin 2024 demandant de compléter le diagnostic agricole, augmenter la densité, supprimer la zone AU de la Bordasse et prendre en compte diverses observations sur le règlement.
- Un avis favorable du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Sud Toulousain en charge du SCOT, en date du 30 mai 2024, avec 3 réserves portant sur le dimensionnement du projet, et 2 observations.
- Un avis favorable des services de l'Etat en date du 13 juin 2024, assorti de réserves
  - 1 - Compatibilité des objectifs de développement démographique et de consommation foncière avec le futur SCOT en cours de révision
  - 2 - La zone AU de "La Bordasse" devra être abandonnée. La zone d'extension d'équipement devra être reclassée en zone A ou N.
  - 3 - Les zones AU devraient être fermées tant que le système d'assainissement collectif n'est pas opérationnel. A minima le règlement des zones concernées doit préciser que les autorisations d'urbanisme seront conditionnées à la réalisation des travaux
  - 4 - Le PLU devra prévoir la protection du ruisseau du Gragnon en particulier pour limiter les impacts du futur rejet des effluents domestiques traités de la commune.
- Un avis favorable avec réserves de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF), en date du 6 juin 2024 concernant l'économie générale du projet de PLU, les STECAL Nj » Jardins collectifs » et A1 « Gyroclub », et les dispositions visant à encadrer les extensions et les annexes des habitations existantes en zone A et N.
- Un avis réputé favorable pour les autres personnes publiques associées et consultées n'ayant pas répondu à la consultation : Conseil régional Occitanie, Communauté de communes du Volvestre, Chambre des métiers et de l'artisanat, Chambre de commerce et d'industrie, Centre National de la Propriété forestière, communes de Gratens, Longages et Peyssies, Office Public de l'Habitat Haute-Garonne (OPH 31) et Syndicat Départemental d'Énergie de la Haute-Garonne (SDEHG).

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale en date du 20 juin 2024 recommandant en synthèse de compléter l'approche environnementale concernant les enjeux, analyse des secteurs, la justification des choix, et la consommation d'espace hors habitat, d'ajouter des indicateurs de suivi et un résumé non technique et de préciser les règles pour les zones inondables.

Vu l'arrêté du maire en date du 23 août 2024 soumettant à une enquête publique le projet de du Plan Local d'urbanisme (PLU) arrêté par le conseil municipal, du 30 septembre au 29 octobre 2024 ;

Vu les observations du public concernant l'élaboration du PLU émises pendant l'enquête et notamment le courrier 1 demandant le reclassement en zone UA au lieu de zone A de la parcelle 638, qui comporte une maison récente.

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 13 décembre 2024 donnant un avis favorable au projet de PLU, avec 7 réserves et 7 recommandations, détaillées dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Monsieur le Maire rappelle les raisons qui ont conduit la commune à engager l'élaboration d'un PLU et les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Après avoir apporté aux remarques et observations des PPA-PPC, de la MRAE, aux observations du public et aux observations de l'enquête publique, les réponses telles que présentées et expliquées dans les notes annexées à la présente délibération, qui détaille également les corrections qui ont été apportées au dossier de PLU en vue de prendre en compte les avis.

Après avoir analysé les réserves émises par le commissaire enquêteur, considérant que : la réserve 3 ne peut être levée qu'en partie, car un zonage AUE avec OAP n'est pas approprié pour un terrain communal à visée d'équipement à long terme ; et que la réserve 4 est sans objet étant donné que la création d'un chemin piétonnier (objet de l'ER n°1) n'entraîne pas de consommation d'espace naturel agricole et forestier.

Considérant que la prise en compte de réserves, remarques et observations des PPA-PPC et des réserves et recommandations du commissaire enquêteur entraîne comme principales modifications du dossier de PLU :

- Sur le rapport de présentation :
  - Intégration du diagnostic agricole actualisé, du résumé non technique et des indicateurs de suivi, compléments sur l'évaluation environnementale, éléments sur le projet d'assainissement collectif, actualisation sur les risques naturels.
  - Ajout de justifications sur le choix du scénario et ajustements vu le passage à horizon 2040 au lieu de 2035.
- Sur le PADD :
  - L'objectif de population est mentionné à horizon 2040 au lieu de 2035, la consommation d'espace par décennie et le nombre de logements nécessaires au vu du desserrement des ménages sont ajustés en conséquence.
  - Il est mentionné la réalisation du réseau d'assainissement collectif en lien avec le trait d'union.
- Sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :
  - Ajout d'une recommandation de faitage parallèle à la voie et de matériaux biosourcés pour tous les secteurs ;
  - Sur le schéma du secteur Trait d'Union, la fourchette du nombre de logement est resserrée sur sa partie basse et le corridor écologique au travers des jardins collectifs et des aires de jeux est mentionné ;
  - L'échéancier est revu pour prévoir le 1<sup>er</sup> secteur à compter de 2026 vu que les travaux d'assainissement sont prévus courant 2025 ; les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> secteurs seront ouverts à l'urbanisation à partir de 2028 et 2035 (au lieu de 2026 et 2030). La mention de la zone AUe0 est supprimée.
- Sur le règlement graphique :
  - Ajout des deux niveaux d'aléas de la zone inondable (CIZI) ;
  - Réduction du secteur A1 « Gyroclub » au plus près des bâtiments existants et projetés ;
  - Ajout d'un secteur NI réservé aux activités de loisirs et de sports, à la place de la partie non bâtie de UE - parcelle 46a ;

- Suppression de la zone AUE0 reclassée en UE sur la parcelle 616 pour un projet de stationnement près de la voie, et en zone A sur la parcelle 711 ;
  - Le zonage UA est élargi au nord de la parcelle 930 et à la construction existante parcelle 467 le long du chemin d'Esquirol ;
  - La zone A est agrandie à la parcelle 926, et sur la parcelle 257 et son prolongement sur la 251, afin de permettre deux projets de bâtiment agricole, tout en assurant le maintien de la préservation de la trame verte existante ;
  - La limite zone UA - zone N est ajustée au profit de la zone N sur partie Est de la parcelle 689 et au profit de la zone UA sur les parcelles 471 – 472 – 689, pour permettre le projet de construction évoqué.
- Sur le règlement écrit :
    - Compléments aux règles pour les zones inondables et distinction des deux niveaux d'aléas de la CIZI en zones A et N ;
    - Ajout de la possibilité d'annexes et extensions des constructions existantes sans raccordement au réseau public d'assainissement en zones UA, UE et UX ;
    - Ajout d'un règlement pour le secteur NI nouvellement créé ;
    - En secteur Nj, limitation de la surface de plancher et emprise au sol totale de toutes les constructions à 50m<sup>2</sup> (au lieu de 150m<sup>2</sup> dans le PLU arrêté) ;
    - Ajout d'un recul de 10 mètres (au lieu de 5 m dans le PLU arrêté) depuis le haut des berges des cours d'eau et fossés pour les constructions et installations dans toutes les zones ;
    - Précision sur les panneaux photovoltaïques et ou de panneaux solaires destinés à chauffer l'eau : leur installation (et non utilisation) sera obligatoire pour un usage domestique (et non quand nécessaire au logement), pour les nouvelles constructions seulement en zones U et AU ;
    - Ajout en annexe du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

Considérant que le PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme (CU).

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- **d'approuver le Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à cette délibération.**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du CU, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Conformément aux articles L153-23 et R153-22 du code de l'urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire :

- après sa publication, et celle du PLU, sur le portail national de l'urbanisme ;
- et sa transmission à Monsieur le Sous-préfet de Muret.

Conformément à l'article L.153-22 du CU, le PLU ainsi approuvé sera mis à disposition du public en mairie, aux jours et heures d'ouverture habituels.

## 5- TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT À RÉSEAU 31.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que ce point sera délibéré ultérieurement pour les raisons suivantes : la réunion avec Réseau 31 qui devait fixer la date de transfert a été reporté au 12 mai 2025 date à

laquelle cette information sera validée par les parties prenantes : le Département, Réseau 31 et la commune de Bois de la Pierre.

## **6- CRÉATION D'UNE AIRE DE JEUX ENFANTS.**

Madame Hester GROOT, en charge du dossier expose à l'assemblée les différents devis pour la construction d'une aire de jeux pour enfants.

Elle présente les devis suivants :

### **Société HUCK :**

- Devis : Nid d'oiseau pour un montant total de 5 543,00 € HT soit 6 651,60 € TTC,
- Devis : Fun Parcours pour un montant total de 7 614,00 € HT soit 9 136,80 € TTC

### **Société Loisirs Diffusion :**

- Devis : Portique corbeille, parcours 5 éléments et deux tables pique-nique avec travaux d'installation et sécurisation pour un montant de 10 919,00 € HT soit 13 102,80 € TTC,

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,***

***APPROUVE les travaux et le devis de la Société Loisirs Diffusion pour un montant de 10 919,00 € HT soit 13 102,80 € TTC***

***AUTORISE la personne chargée du dossier à procéder à la réalisation des travaux.***

## **7- TRAVAUX À RÉALISER SUR LES ESPACES COMMUNAUX ET MISE À JOUR SITE INTERNET.**

Madame Amandine GARCIA-VILLAR, en charge du dossier avec Madame Hester GROOT et Monsieur Jérôme BRISSEAU expose à l'assemblée les différents devis concernant les aménagements à réaliser sur les espaces communaux.

Elle présente les devis suivants :

- Devis SOINS DES CIMES : Cimetière : Abattage des cyprès pour un montant total de 600 € HT soit 720 € TTC,
- Devis LES MAINS OCCITANES : Cimetière : curetage supplémentaire canalettes pour un montant total de 712,75 € HT soit 855,30 € TTC,
- Devis PEPJ : Rénovation du mur de jeu terrain de tennis pour un montant total de 9 722,00 € HT soit 11 666,40 € TTC,
- Devis PEPJ : Travaux sur les poteaux du filet au terrain de tennis pour un montant de 540 € HT soit 648 € TTC,
- Devis PEPJ : Rénovation de l'enduit des murettes et des chapeaux endommagés pour un montant de 10 252,00 € HT soit 12 302,40 € TTC,
- Devis PEPJ : Déplacement barrière d'accès et poteaux de foot pour un montant de 1 550 € HT soit 1 860 € TTC,
- Devis LES MAINS OCCITANES : Arrosage tennis pour un montant total de 2 480,80 € HT soit 2 976,96 € TTC,
- Devis TOILEDESIGN : mise à jour du site internet de la commune pour un montant de 295 € HT soit 354 € TTC.

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré, à l'unanimité,***

***APPROUVE les travaux et les devis retenus ainsi que la mise à jour du site internet de la commune exceptés pour le devis de déplacement de la barrière d'accès et poteaux de foot et le devis d'arrosage des arbres du tennis, POUR : 8 CONTRE : 1***

***AUTORISE les personnes chargées du dossier à procéder à la réalisation de ces décisions.***

## **8- DEMANDE DE SUBVENTION DE L'ÉCOLE MATERNELLE DE LAFITTE-VIGORDANE DANS LE CADRE DU VOYAGE SCOLAIRE DE FIN D'ANNÉE.**

Monsieur le Maire soumet à l'assemblée la demande de l'école maternelle de Lafitte-Vigordane qui sollicite une subvention pour un voyage scolaire à Leucate pour deux classes (une de Petite Section et Moyenne Section et l'autre de Moyenne Section et Grande Section) qui accueillent six enfants de la commune dans le cadre d'un projet annuel dont le thème est « Notre jolie planète bleue ». Le coût du voyage scolaire revient à 270 € par enfants.

Après discussion, le Conseil Municipal décide d'ajourner la décision dans l'attente d'un complément d'information pour savoir si les parents des enfants bénéficieront de la subvention in fine étant donné que le voyage a déjà eu lieu.

## **9- DEMANDE DE PARTICIPATION OU DE SUBVENTION AU PROJET PYRHANDO 2025.**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Association des Jeunes Handicapés sollicite une subvention dans le cadre du projet Pyrhando 2025 qui est dans la continuité du projet Via Garona.

C'est un projet sportif adapté en haute montagne (traversée des Pyrénées par les structures participantes dont celle du Fauron qui s'est vu attribuer le massif des Encantats dans les Pyrénées espagnoles en 6 étapes) en lien avec le projet associatif de l'AJH. Le groupe des grands marcheurs est composé de 7 personnes, 2 éducateurs sportifs et 1 guide de haute montagne.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- ***D'OCTROYER une subvention de 1 600 € (correspondant à 800 € pour l'année 2025 et au rattrapage de l'année 2024 non versé de 800 €),***
- ***DIT que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 65748 du budget primitif 2025.***

## **10- FÊTES LOCALES : DEVIS POUR UN AGENT DE SÉCURITÉ ET UN MAÎTRE-CHIEN.**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la commune, pendant la durée de la fête locale, prend en charge la sécurité de cette manifestation et le coût de la prestation pour un agent de sécurité et un maître-chien.

Il présente le devis de la Société MTO Sécurité qui s'élève à 2 360,18 € HT soit 2 832,22 € TTC pour deux agents.

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,***

***APPROUVE le devis de la Société MTO Sécurité.***

## **11- ATELIER ABEILLES : CONVENTION POUR INFORMATION AU PIÉGEAGE DE FRELONS ASIATIQUES.**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que Madame LAIR a prévu de faire pour les habitants de la commune, une animation et une sensibilisation sur le piégeage des frelons asiatiques courant mai-juin. Une distribution de pièges avec des explications seront remis aux participants.

Il présente le devis d'un montant de 100 € TTC.

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,***

***APPROUVE l'animation et le devis de « Aux secrets des abeilles » pour un montant de 100 € TTC.***

***AUTORISE les personnes chargées du dossier de procéder à la réalisation de cette animation.***

## 12- FRAIS DE SCOLARITÉ DES ENFANTS DE LA COMMUNE SCOLARISÉS À CARBONNE.

### 1. Frais de scolarité pour l'année 2023/2024 :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

Vu l'article L 212-8 du Code de l'Éducation, issu de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 (art. 23-1) et modifié par la loi 2005-157 du 23 février 2005 déterminant les conditions de répartition des dépenses de fonctionnement entre les communes d'accueil et de résidence pour les élèves des écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques. La participation par élève est de 1 257 €. Cela concerne 4 enfants de la commune soit un montant de 5 028 €.

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,***

***DÉCIDE de participer aux charges de fonctionnement d'un montant de 5 028 € pour les élèves scolarisés dans les écoles élémentaires et primaires de la ville de Carbonne au titre de l'année scolaire 2023/2024.***

***INFORME que les crédits sont inscrits en dépenses de fonctionnement au budget de l'exercice en cours de la commune.***

***AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention utile à l'exécution de la présente délibération.***

### 2. Frais de scolarité pour l'année 2024/2025 :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

Vu l'article L 212-8 du Code de l'Éducation, issu de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 (art. 23-1) et modifié par la loi 2005-157 du 23 février 2005 déterminant les conditions de répartition des dépenses de fonctionnement entre les communes d'accueil et de résidence pour les élèves des écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques. Cela concerne l'élève DERAMOND Hélène. Le montant à régler est de 1 294,70 € pour l'année scolaire 2024/2025.

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

***Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,***

***DÉCIDE de participer aux charges de fonctionnement pour l'élève cité ci-dessus, scolarisée dans les écoles élémentaires et primaires de la ville de Carbonne au titre de l'année scolaire 2024/2025 pour le montant de 1 294,70 €.***

***INFORME que les crédits sont inscrits en dépenses de fonctionnement au budget de l'exercice en cours de la commune.***

***AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention utile à l'exécution de la présente délibération.***

## 13- QUESTIONS DIVERSES.

### Proposition pour le passage d'un magasin itinérant sur la commune :

Le camion de Madame Valette va à la rencontre des habitants pour les petites communes du territoire de la Communauté de Communes du Volvestre (CCV). Ce service ambulancier est une réponse concrète et adaptée aux territoires ruraux, il améliore la couverture des services de proximité, simplifie le quotidien des habitants, favorise le lien social et renforce l'attractivité de la commune.

Madame VALETTE pour pallier au problème de désertion des commerces de campagne propose un commerce multiservices ambulant avec la même qualité de produits, services et conseils pour renouer avec le commerce de proximité.

Elle propose les produits et services suivants :

- **Les produits** : Articles de quincaillerie, droguerie, papeterie, piles, cadeaux, jeux et jouets, recharge de gaz, mercerie, téléphonie, cordonnerie, art de la table, couteaux, petit et gros électroménager, produits du terroir, bijoux, photographies...
- **Les services** : Reproduction de tous types de clés, télécommande, cordonnerie, photos d'identité agréées ANTS, blanchisserie, photocopie, impression, tirages et travaux photos, pile et bracelet de montre, tampons, gravure, plaque, reliure, plastification de document, couture, aiguisage, livraison, petits travaux de bricolage à domicile...
- **Les petits plus évolutifs** : une boîte à livres gratuite afin de promener les livres d'un village à un autre dans un esprit de partage. Une table et des chaises pour créer un lieu de rencontre et de convivialité autour d'une boisson.

Le Conseil Municipal trouve le concept très intéressant et souhaite en rediscuter ultérieurement.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire, clôture la séance à 0 heures 19.

Les délibérations prises au cours de la séance sont numérotées de 2025-04-11-01 à 2025-04-11-11.

Liste des membres présents :

- WAWRZYNIAK Stéphane ;
- DI MARE Jocelyne ;
- BRISSEAU Jérôme ;
- BOINEAU Laëticia ;
- GARCIA VILLAR Amandine ;
- GROOT Hester ;
- MARLATS Laurence ;
- RAMBLA DINNAT Estelle ;
- WOUTERS Éric.

|   |   |   |
|---|---|---|
| <u>Signature de Monsieur le Maire :</u><br><br><b>WAWRZYNIAK Stéphane</b> |  | <u>Signature du secrétaire de séance :</u><br><br><b>DI MARE Jocelyne</b> |
|---|---|---|